

Fiche revendicative 7 - Alimentation

3 décembre 2021

Selon les catégories socioprofessionnelles et les revenus des ménages, la part des dépenses affectées à l'alimentation varie fortement. La qualité des produits est également disparate, notamment pour les produits transformés. Bon nombre de produits commercialisés en magasin qui sont bon marché présentent des teneurs en sucres et graisses saturées très importantes. Ces produits "bas de gamme" favorisent diabète, cholestérol et obésité.

1. Nous défendons le principe fondamental de l'accès à une alimentation saine de qualité pour tous, en toutes circonstances, y compris lors de graves situations de crise. Se nourrir correctement est un droit qui doit être reconnu et appliqué partout en Europe et dans le monde. Tous les citoyens sans exception doivent pouvoir se procurer et choisir leur alimentation, afin de répondre à l'ensemble de leurs besoins.

2. A cette fin, nous devons protéger et soutenir celles et ceux qui œuvrent à garantir une alimentation saine, accessible, respectueuse de l'environnement et du vivant, dans un cadre social protecteur offrant de bonnes conditions de vie. Nous proposons l'engagement de la France et de l'Europe dans la mise en place d'un outil de protection des activités du vivant que sont la terre, la mer et la forêt.

3. Nous voulons réorienter les investissements gigantesques de la Politique Agricole Commune, tournée aujourd'hui vers le productivisme le plus ravageur et conduisant nombre d'exploitants à des situations ubuesques qui les éloignent de leur métier et leur passent la corde au cou. La PAC doit devenir une Politique Alimentaire Commune, réfléchissant aux enjeux actuels et futurs en développant les modèles agricoles et alimentaires les plus respectueux de l'environnement et de l'humain. Ces principes ne doivent pas s'appliquer uniquement à une poignée de "nantis" mais concerner tout un chacun. Ainsi, nous souhaitons un soutien actif aux exploitants supprimant les produits phytosanitaires d'origine chimique et leur remplacement par des équivalents naturels ; mettant en œuvre des pratiques d'élevage respectueuses des animaux et de l'environnement et limitant leur usage

des antibiotiques.

4. Nous nous opposons avec force aux traités de libre-échange tels qu'ils sont actuellement conçus dans l'opacité anti-démocratique la plus complète par l'OMC et les politiques européennes actuelles. Ceux-ci, comme tout ce qui les concerne, n'ont que l'obsession du profit en tête, sans la moindre considération environnementale ni humaine, si l'on excepte quelques habillages marketing.

5. Nous condamnons fermement le principe d'innovation appliqué, entre autres, à l'alimentation, dès lors qu'il joue littéralement avec la vie de personnes condamnées à devoir se satisfaire des ressources alimentaires accessibles au regard de leur niveau économique.

6. Dès lors, nous revendiquons un étiquetage mentionnant la présence d'OGM même à l'état résiduel. Nous demandons la fixation du seuil d'OGM à 0,1 % sur les viandes, le lait et les œufs (ce principe ne s'appliquant actuellement qu'aux céréales). De nouvelles variétés d'OGM sont actuellement commercialisées sans étiquetage spécifique, telles que les VTH (variété tolérante aux herbicides) et peuvent donc être intégrées à notre alimentation sans que nous le sachions. Nous revendiquons également le maintien de l'interdiction d'utiliser des hormones et certains antibiotiques dans l'alimentation animale et l'interdiction des produits phytosanitaires hors produits biologiques.

7. De même, pour des questions d'équilibre alimentaire, il est essentiel de supprimer les produits transformés qui contiennent des quantités trop importantes de sucres, de colorants et d'acides gras saturés (huile de palme, autres graisses végétales...). Chaque famille doit avoir les moyens de consommer bien et nous revendiquons une alimentation saine pour tous. La présence du nutriscore permet de mieux identifier rapidement la présence de sucres et de graisses, mais pas de produits phytosanitaires, d'OGM ou de colorants. Or, les consommateurs ont droit à la sécurité alimentaire. Nous demandons également des campagnes de sensibilisation vers les jeunes en ce qui concerne des produits à risque, telles que certaines boissons mélangeant sucre et alcool, et demandons l'interdiction de la vente de boissons énergisantes aux moins de 18 ans, ainsi qu'une étude d'impact sur la santé de ce type de produits.

8. Nous appelons à renforcer l'EFSA (Agence Européenne de la Sécurité Alimentaire) et la replacer dans ses missions d'origine, en y interdisant

strictement et effectivement les conflits d'intérêt et en y adjoignant les consommateurs européens à travers les associations qui les représentent. Cette présence des consommateurs ne doit pas être seulement consultative mais disposer d'un réel droit d'opposition, d'initiative et de recours à des expertises indépendantes.

9. Nous appelons à développer le commerce de proximité en revalorisant le maillage local, à l'inverse des logiques concentrationnaires de la grande distribution qui entraîne un gaspillage monstrueux et indécent des ressources alimentaires, alors même qu'une grande partie des populations ne mange pas à sa faim et encore moins sainement. Cette remise en état des réseaux de proximité doit entièrement intégrer le droit fondamental à une alimentation saine et suffisante au plein développement physique et intellectuel.

10. Ainsi, nous appelons à sanctionner les entreprises se revendiquant de circuits courts lorsqu'elles ne les respectent pas, notamment celles liées à des groupes financiers ou des chaînes de supermarché. A l'inverse, nous appelons à la création d'une réelle norme "circuit court" avec un cahier des charges strictement défini.

11. Nous affirmons que l'alimentation fait partie des éléments culturels les plus partagés au monde. L'UE doit se saisir de cette force pour favoriser les échanges entre les peuples, à travers des initiatives pouvant toucher la restauration scolaire, par exemple, de façon plus appuyée qu'actuellement.

12. Nous exigeons une politique nationale et européenne assurant notre souveraineté alimentaire par la constitution de stocks nationaux et européens, ainsi que l'encadrement des marges et pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.

Responsable thématique : Arnaud FAUCON